

Interview de M. Hetzel

par Cécile Campisi, Laure Michel, Noé Vincent et Antoine Herr

***Pourriez-vous vous présenter et nous présenter une journée type de député ?**

Je m'appelle Patrick Hetzel, j'ai 57 ans, je suis marié, j'ai deux enfants. Je suis aujourd'hui député de la circonscription de Saverne. Je le suis depuis dix ans, c'est mon deuxième mandat, et je suis par ailleurs professeur des universités. J'ai décidé, il y a dix ans, de me présenter au suffrage des concitoyens et donc, depuis, je les représente à l'Assemblée nationale. La journée type..., en fait, ce sont plutôt *des journées types* : par exemple, le mardi (jour où habituellement on est ici, à l'Assemblée, le matin) on commence par une réunion du groupe parlementaire auquel on appartient. Puis, à 15h, débute une séance de questions au gouvernement, qui dure jusqu'à 17h. Après cette séance de questions au gouvernement, on est dans l'hémicycle ou alors en commission, généralement jusqu'à 20h. Ensuite, on a une petite pause pour dîner d'une heure et demie et on reprend à 21h 30, et selon les cas de figure, nous siégeons jusqu'à minuit. Mais parfois, ça peut durer un peu plus longtemps parce que quand on est en plein débat, on ne va pas s'arrêter. Quand on a des amendements qui sont sur le même sujet, on va quand même essayer de les traiter ensemble, donc ça peut dépasser minuit. Ensuite, le lendemain matin (le mercredi matin par exemple), on reprend en commission vers 9h jusqu'à environ 13h, on a une pause, puis on reprend à 15h dans l'hémicycle. Donc en fait, nous nous partageons entre le temps en hémicycle et le temps en commission. C'est ce qui rythme nos journées. Sachant que quand vous travaillez sur un sujet, par exemple quand vous êtes rapporteur (je suis depuis quelques années rapporteur spécial du budget de la justice) vous avez aussi des auditions à mener pour vous tenir informé. Je rencontre par exemple les représentants des avocats, les représentants de l'administration pénitentiaire..., c'est ce que l'on appelle des auditions. On rencontre des experts et des personnes de terrain pour qu'ils nous communiquent des informations, afin de se faire un avis sur un sujet. Voilà un peu le fonctionnement ici à l'Assemblée nationale. Après, quand on est dans une circonscription, à Saverne ou à Sarre-Union, je reçois en rendez-vous des concitoyens à ma permanence, et puis, j'ai des réunions de travail avec mon équipe.

***Quel est votre rôle au sein de votre circonscription, qu'est-ce que vous y faites ?**

Le rôle du député, c'est de représenter les concitoyens. Mais pour les représenter, il ne faut pas simplement se présenter devant eux tous les cinq ans. C'est important d'aller aussi à leur contact. Le fait d'avoir une permanence, où les gens peuvent me rencontrer sur rendez-vous, permet ce contact. Parfois aussi c'est un membre de mon équipe qui reçoit ces personnes, parce que je ne peux pas tout traiter tout seul. Donc c'est important d'avoir une équipe. J'ai une équipe de trois personnes à temps plein à Saverne et j'ai encore une personne à mi-temps à l'Assemblée nationale. L'objectif est de savoir ce qui se passe sur le terrain, quels sont les problèmes qui se posent. Ces difficultés peuvent être variables, par exemple au début de la pandémie, vous pouvez imaginer que le sujet principal c'était comment cette pandémie va-t-elle évoluer, comment les hôpitaux qui n'avaient pas le matériel nécessaire de protection allaient gérer la situation, etc... Ce sont des sujets qu'il faut très vite faire remonter auprès de l'Agence régionale de santé, auprès parfois même du ministre de la Santé, pour alerter sur des difficultés qui peuvent être posées.

***Que pensez-vous du projet, mis en œuvre, du Grand Contournement Ouest qui a été longuement critiqué par les associations écologistes ?**

Là-dessus, j'ai une position assez nuancée. Et quand je dis nuancée, c'est que, globalement, j'ai fait partie de ceux qui étaient quand même pour le contournement. Mais je vais vous expliquer pourquoi,

parce faire le contournement, si les choses continuent de se passer comme prévu, devrait servir à éviter les bouchons, et donc, ainsi, à éviter des formes de pollution. Ceci étant, c'est vrai que la grande difficulté quand vous faites un contournement, c'est que vous avez des terres agricoles qui ont été mobilisées et que vous avez transformées et qui, de ce fait, ne sont plus utilisées comme terres agricoles. La question qui se pose quand vous faites ce genre de choses est : est-ce que c'est vraiment indispensable ? A un moment donné, il y a eu un débat sur : "est-ce indispensable ou pas ?". Ce que je puis vous dire, c'est qu'un certain nombre d'entreprises, notamment d'Alsace bossue mais qui vont chercher du travail sur Strasbourg, se retrouvaient avec des ouvriers, le matin, qui étaient dans les bouchons pendant 1h et demi à 2h, et le soir pareil. Ces chefs d'entreprise me disaient : "vous vous rendez compte, cela nous revient cher ?!". Il faut payer les salariés en heures supplémentaires. Mais surtout dans un planning, vous avez des gens qui se retrouvent finalement entre 3h et 4h par jour à ne pas pouvoir être productifs, au sens où ils ne créent pas de valeur, parce que quand vous êtes dans la camionnette, vous ne produisez pas..., mais c'est du temps de travail pour le salarié. Vous voyez, ce sont des sujets qui ne sont pas évidents et qu'il convient de traiter en disant : « comment peut-on assurer la mobilité de nos concitoyens ? » Et il faut trouver là aussi, le bon mix énergétique en termes de transport. Je fais partie de ceux qui d'un côté n'ont pas bloqué le GCO, mais qui de l'autre se disent qu'il faut aussi qu'on fasse très attention à ces questions écologiques.

***L'idée, c'était donc de faciliter la mobilité des employés. Est-ce que d'un point de vue écologique, installer un système ferroviaire ou le développer, en tout cas, puisqu'il existe, n'aurait pas été une meilleure solution ? Cela aurait évité de détruire des écosystèmes et en même temps cela aurait réduit les émissions, puisque le train est bien plus décarboné que la route.**

Je vous rejoins pleinement sur l'idée qu'il faut développer le ferroviaire. Mais le ferroviaire aussi demande beaucoup d'investissements et d'autres problématiques en découlent. A un moment donné, vous avez la problématique de la gestion de vos flux. Et quand je dis gestion de flux, flux à la fois de personnes et de marchandises. En réalité avec le GCO, l'objectif, c'était de faire en sorte que les camions ne traversent plus Strasbourg et qu'ils contournent la ville. Mais là où je vous rejoins, c'est que de toute façon on n'a pas suffisamment développé le ferroviaire. Et l'une de mes marottes, c'est le ferroutage. Il faudrait que beaucoup de marchandises soient transportées par du fret ferroviaire plutôt que sur des camions. Parce qu'en fait - je pourrais vous en parler pendant des heures -, un seul train vous règle la question du flux de marchandises en équivalence de 40 camions ! Vous avez raison, le train est un moyen de transport qu'il faudrait développer.

***Et qu'est ce qui freine alors le développement du ferroutage ?**

Ce qui freine, c'est le niveau d'investissement à réaliser, c'est le fait qu'il faut redévelopper un certain nombre de réseaux ferroviaires, réinvestir dans ces réseaux. Ce sont des sommes assez considérables, il faut bien le dire, et donc c'est souvent la question budgétaire qui freine. Mais effectuer ces investissements, ça aurait du sens !

***Que pensez-vous de la politique européenne actuelle, notamment vis-à-vis du conflit en Ukraine ?**

Alors, là-dessus, il faut d'abord dire que c'est une horreur. Une horreur à plusieurs titres. J'avoue que je faisais partie des naïfs. En effet, quelques semaines avant, quand on m'a interrogé sur la question, je n'imaginai pas que les Russes feraient ça. Je ne l'imaginai pas parce que je voyais bien leurs intérêts et je me disais que c'était impossible, qu'ils ne pouvaient pas aller jusque-là. Donc, si vous voulez, je suis assez effaré de constater que cette visée expansionniste, d'ailleurs largement décidée par M. Poutine, c'est de la pure folie, surtout avec ce qu'on constate ces derniers jours, où les règles minimales d'un conflit armé ne sont pas respectées : ils s'attaquent de manière barbare aux populations civiles. Donc si vous voulez, je fais partie de ceux qui évidemment sont assez effarés par tout cela. Je me dis qu'il faut évidemment aider, et c'est ce que fait la France, objectivement, tout en se disant : « faisons

attention à ne pas nous-mêmes basculer dans la guerre ». Parce que là, ce serait probablement le déclenchement d'une guerre totale. Et comme ce qui nous freine, vous le savez bien, c'est que les Russes ont l'arme nucléaire et que nous craignons tous que M. Poutine soit suffisamment dingue pour potentiellement l'activer.

***Est-ce que pour vous la menace nucléaire évoquée par Poutine semble réelle ?**

Oui, si vous avez une arme elle est potentiellement utilisable, mais nous, en France nous l'utilisons comme une arme de dissuasion, la Russie n'a pas forcément la même réflexion. La France ne sera sûrement pas agresseur, mais la Russie pourrait l'être. Ceux qui sont plus directement menacés sont la Pologne et l'Allemagne, c'est triste de le dire !

***Pensez-vous qu'il pourrait envahir d'autres pays que l'Ukraine ? Qu'il en serait capable ?**

Alors là, on passe à autre chose. S'il envahit la Pologne, comme ce pays fait partie de l'OTAN, ce serait entrer dans la troisième guerre mondiale. Il ne faut malheureusement pas exclure cette possibilité. Il me semble plus vraisemblable qu'il cherche à regarder un territoire juste à côté d'Odessa, la Moldavie. Il peut avoir des visées sur cette zone.

***Pareil avec la partie de la Transnistrie qui est contrôlée par les Russes en Moldavie.**

Oui, tout à fait. Il y a des risques de ce côté-là. J'espère qu'on n'en arrivera pas là. Et ce que j'espère, c'est qu'une résolution soit prise pour arrêter ce conflit. Cela se finira probablement, hélas, par une partition du pays, mais qu'au moins ces crimes finissent par s'arrêter. Le coupable c'est M. Poutine, cela ne fait aucun doute, mais on a aussi une part de responsabilité de ne pas avoir entendu certaines de ces déclarations. On a sans doute été très naïfs. En fait, on aurait peut-être dû anticiper davantage. Et puis mettez-vous à sa place, je dirais qu'il y a une part de délire dans son mode opératoire. Mais fondamentalement, pour un Russe, avoir l'OTAN directement à sa frontière pose problème. Donc il y a aussi cette question-là, de la soi-disant « menace » représentée par l'OTAN.

***Mais en quoi il y aurait eu des menaces venant de l'OTAN ?**

C'est imaginaire, évidemment. Je pense que Poutine est encore très lié aux représentations d'avant la chute du mur de Berlin, il a été formaté par l'Union soviétique, donc c'est dans son mode de raisonnement. C'est l'ancien patron du KGB. Vous avez parlé juste avant de la menace nucléaire ?

***En effet.**

Est-ce que je pense que ce serait réellement possible ou pas du tout? Eh bien, en fait, hélas, la réponse est oui. Parce que quand vous avez une arme, elle est potentiellement utilisée jusqu'au bout. Et donc sinon elle n'existerait pas. Alors évidemment, en France, nous, on a toujours dit que tout notre arsenal est basé sur la dissuasion, c'est-à-dire le fait que les pays qui disposent de l'arme nucléaire, ça les protège parce que celui d'en face, sait qu'a priori, il aurait beaucoup à perdre lui-même s'il s'engageait dans cette voie-là. Mais comment réagir quand vous avez affaire à des gens qui n'ont pas le même raisonnement sur cette problématique ? En fait, vous pouvez avoir une forme de distorsion qui pourrait quand même conduire à ce qu'elle soit utilisée. La France ne sera sûrement pas un agresseur, mais on ne peut pas exclure que les Russes puissent l'être...

***Et alors, a-t-on des stratégies pour essayer d'imaginer quelles cibles pourraient être visées ?**

Par la Russie ? Là-dessus, il y a forcément un certain nombre d'hypothèses qui ont été élaborées par l'état-major des armées. Mais comme vous pouvez l'imaginer, ce sont des choses qui, par définition, ne sont pas publiques.

***Nous évoquons les stratégies et c'est ce qui s'est vu dernièrement. Il y a eu des stratégies de restrictions vis-à-vis de la Russie, à cause du conflit. D'une part, au sujet du conflit en Ukraine, qu'est-ce que vous en pensez des stratégies européennes ?**

Je pense qu'il fallait le faire. Il fallait le faire parce qu'évidemment, c'est quand même une manière de marquer les esprits. Là où cela devient extrêmement tendu, c'est qu'en réalité, si on veut aller un cran plus loin, cela signifie que nous-mêmes, on s'impose des restrictions. C'est notamment le cas pour les Allemands, car ils sont aujourd'hui très dépendants du gaz russe. Donc cela voudrait dire que les Allemands acceptent de se passer du gaz russe. Et là, le coût serait assez important, à la fois pour la population et pour les entreprises allemandes qui sont déjà impactées. Par contre, faisons très attention à rester indépendants dans notre manière de raisonner. Et quand je dis « indépendants », ne nous laissons pas forcément embarquer dans toutes les positions défendues par les USA parce qu'ils ont aussi leurs propres intérêts. Une partie de ces intérêts, ce n'est pas forcément que l'Europe soit forte, indépendante et puissante. Les USA ont intérêt à ce que des restrictions se développent chez nous pour que le business se fasse ailleurs. Faisons donc aussi attention à ce que tout cela ne soit pas un marché de dupes. Nous risquerions de perdre des positions au bénéfice finalement d'alliés qui défendraient d'autres intérêts.

***Venons-en à un sujet plus national. Quel est votre point de vue sur les politiques d'austérité vis-à-vis du service public qui ont été mises en place depuis le début des années 2000 dans différents pays du monde ?**

Je pense que réformer le secteur public peut être extrêmement utile. Je crois qu'il ne faut pas se l'interdire. Ce n'est pas un mot tabou, parce que dans la réforme, il y a aussi l'idée de faire évoluer un certain nombre de choses. Une fois qu'on a dit cela, la vraie question, c'est : quelles sont les missions que doit remplir le service public ? Il peut y avoir des débats sur ce qui relève du service public. Moi, j'ai tendance à dire : le régalien. On peut d'ailleurs peut-être revenir sur ce qu'on entend par régalien. Et puis ensuite, il faut évidemment que les moyens soient au rendez-vous par rapport à ce régalien. Selon moi, le régalien c'est « protéger, soigner, éduquer ». C'est pour moi le triptyque fondamental, alors, dans d'autres pays, on vous dirait autre chose. Vous allez aux Etats-Unis : éduquer ? Je ne sais pas trop. Soigner ? Encore moins. Sauf Obama qui avait quand même mis en place un minimum de « *health care system* ». Donc selon les pays, le régalien peut être envisagé autrement que chez nous. Ce triptyque-là, il doit fonctionner avec là aussi le souci du service rendu à nos concitoyens. Donc, pour répondre à votre question, je pense qu'il faut faire attention à ne pas aller vers des politiques où on ne regarde que les choses sous l'angle budgétaire sans se préoccuper du service rendu. Je suis un grand adepte de la réforme de l'État, mais pas un adepte de son démantèlement. Au contraire, je pense que ce serait une erreur d'appréciation.

***Questions plus d'actualité notamment vis-à-vis des présidentielles. Que dire de la montée des fascismes, des nationalismes en France ?**

C'est désolant. Et puis, vous connaissez la formule : « Ceux qui oublient leur histoire sont condamnés à la revivre ». C'est parfois très inquiétant parce qu'on se dit comment est-ce possible ? Comment certains propos peuvent-ils être prononcés ? Il y a, je crois, une part de responsabilité de la classe politique. Je pense qu'on a laissé filer un certain nombre de propos inacceptables. On a peut-être aussi fait preuve de laxisme et cela contribue à créer un climat de démagisme qui revient à vouloir dégager ceux qui sont en place. Ce qui a permis en 2017, l'arrivée d'Emmanuel Macron et qui, on le voit bien aujourd'hui, est même potentiellement en train de se retourner contre lui. Parce que quand vous voyez

des courants qui se développent aujourd'hui en affirmant : "tout sauf Macron", et bien, le populisme se nourrit du rejet de la classe dirigeante. Une partie de ce populisme se nourrit des *fake news*, et se nourrit de ce qu'il y a de plus négatif. Evidemment c'est assez inquiétant.

***Que dire de la candidature de Valérie Pécresse qui, dans certains meetings, a abordé des thèses, qui sont très contestées, comme celle du « grand remplacement ». Le parti républicain est normalement un grand parti de droite qui n'aborde pas ce genre de thèses.**

Je vais vous dire mon point de vue là-dessus. Je pense qu'elle n'aurait pas dû prononcer ce terme. D'abord parce que ça légitime cette thèse. Elle s'en est toutefois expliquée, en faisant d'ailleurs toute une exégèse en indiquant qu'elle n'adhère nullement à ces thèses. Mais il vaudrait mieux ne pas employer le terme, c'est une erreur d'appréciation de sa part. Parce qu'évidemment, c'est délirant comme approche. Qu'il y ait une question d'immigration qu'il faille traiter ? Oui, évidemment. Après, aller dans une espèce de délire autour d'un grand remplacement ? Non.

***Une question beaucoup plus pragmatique, quel est votre point de vue sur la spéculation à propos des prix du gazole, affaiblissant à nouveau le pouvoir d'achat de nos concitoyens ?**

En fait, je suis assez favorable à ce que l'on mette en place un système, qui a existé à un moment donné, d'une taxe dite « flottante ». C'est-à-dire qu'on régule la taxe en fonction de l'évolution du prix : si le prix sur le marché augmente, on fait baisser les taxes et quand le prix baisse, on les augmente un peu. Là vous voyez bien qu'il y a des effets qui sont délétères, que le gouvernement était obligé d'intervenir avec une mesure un peu standard de dix-huit centimes le litre. Et on voit bien qu'il faut, à un moment donné, que l'État joue justement un rôle de régulateur.

***Mais doit-il agir sur les prix à la pompe ou agir sur les prix avant la pompe, les prix du baril ?**

Alors, on va avoir du mal à agir sur le prix du baril, car on ne va pas le maîtriser.

***Du coup, à vos yeux, qu'est-ce qu'il faut faire par rapport à cette spéculation ? Puisque là les prix augmentent et pourtant le pétrole arabe n'a pas été plus compliqué à extraire.**

C'est sûr, mais là c'est très compliqué, sauf à parvenir à des contrats, mais on n'y est pas arrivé jusqu'à présent. Objectivement, je n'ai pas la solution. Ça me paraît compliqué quand même. En tous les cas, la solution pratique que j'ai pour nos concitoyens vis-à-vis du pouvoir d'achat, c'est la « taxe flottante », ça apporte une réponse, mais ça ne résout pas intégralement la question que vous posez parce qu'elle est bigrement complexe et que je pense que si le gouvernement ou si l'un d'entre nous avait la solution, elle serait peut-être déjà mise en œuvre. Mais on voit bien que là, c'est un sujet complexe.

***Monsieur Hetzel, l'État régule, compense. Mais d'où sort-il tous ces fonds ? Parce qu'ils sont conséquents, et là, on va vers une crise où les biens de première nécessité vont augmenter de façon considérable. La famine est présente dans le monde, et on pressent que même en France, la faim pourrait réapparaître.**

Vous avez raison. On voit bien qu'il peut y avoir de nouvelles situations de précarité. Il va falloir s'en préoccuper. Et cela montre qu'il faut qu'on se préoccupe davantage de notre souveraineté alimentaire.

***Du coup, l'Etat est-il en capacité de résorber tout, tout le temps ? J'ai l'impression que chaque fois qu'il y a une problématique qui arrive, l'État va déboursier. Elle sort d'où, cette manne ?**

Vous posez la problématique de la dette, elle est réelle. Il faut à un moment donné regarder là où il y a des dépenses à réduire ou à réguler. Je vous donne un exemple, je suis président d'une commission d'enquête sur les fraudes aux prestations sociales. Nous sommes arrivés au résultat que cela

représente au minimum vingt milliards d'euros par an. Alors dans le travail sur ce volet-là, dans le programme de Valérie Pécresse, on dit : à l'issue du quinquennat, il faut qu'on en récupère tous les ans au moins cinq. C'est un exemple très précis où, clairement, il y a des choses à faire pour que le pacte républicain soit respecté. Les personnes qui ont besoin d'être aidées, évidemment, il faut les aider. Mais il faut qu'on arrive à combattre des bandes organisées qui, dans certains cas, sont des réseaux criminels commandités depuis l'étranger avec de la fraude vraiment professionnalisée qui récupère des moyens assez conséquents, puisqu'on parle de 20 milliards. Cela veut dire qu'il faut mettre des moyens pour récupérer cet argent. Et cela implique par exemple d'aller sur des cartes vitales biométriques. Parce qu'aujourd'hui, une journée d'emprunt illégal de carte vitale, rapporte à certains profiteurs dans les cent euros. Et on a vu des manœuvres délirantes, avec du trafic de médicaments. Des gens vont jusqu'à voler des ordonnances ! On a une solution, il faut dématérialiser les ordonnances. Le médecin prend votre carte vitale, vous fait votre ordonnance avec votre carte vitale biométrique. Vous allez ensuite chez le pharmacien de votre choix, ça s'affiche à l'écran, et puis, vous récupérez les médicaments. Sauf que là, il y a des gens qui récupèrent des médicaments qui ne devraient pas les récupérer, des médicaments très chers qui, en plus, partent évidemment dans le trafic à l'étranger. Ce sont de vrais sujets. Par rapport à votre question, il y a des endroits où il y a de l'argent à récupérer, et en plus, sans que cela fasse mal aux contribuables français vu qu'il s'agit là de lutter contre des bandes organisées et des trafics.

***Est-ce qu'à un moment, il ne faudrait pas dire aux pays producteurs de pétrole : "on ne spéculer pas !" . Car ce sont des choses qui sont vitales et augmenter ces prix, c'est mettre en péril beaucoup de sociétés, dont la nôtre. Est-ce que là on n'aurait pas un rôle diplomatique à jouer pour un prix qu'on élit à l'année ou sur dix ans ?**

Je vous rejoins pleinement. Sauf que là où c'est compliqué, c'est que vous avez un Big Player qui s'appelle Etats-Unis d'Amérique, qui lui-même a intérêt à cette spéculation parce qu'ils ont le gaz de schiste. Et en fait, c'est eux qui perturbent le jeu parce que sinon, oui, je pense qu'on y arriverait sans doute. Et les Etats Unis sont les premiers à ne pas le vouloir. Et parce qu'ils ont du pétrole aussi. Donc on est contraints notamment par cette situation. Mais c'est sûr que votre idée est une idée pertinente.

***Que pensez-vous du scandale d'ORPEA et plus généralement de la maltraitance dans les EHPAD ?**

C'est un scandale hallucinant, l'Etat contractualise, mais ne vérifie pas ce qui est prévu dans le cahier des charges. Il y a donc une faute partagée entre ORPEA et l'Etat, car celui-ci n'a pas exercé un droit de regard, une fonction de contrôle qui est nécessaire. Ce qu'il faudrait faire, c'est un « privé non-lucratif », comme l'EHPAD de Diemeringen qui est géré par des associations. Dans notre société, nous avons un vrai problème concernant l'accompagnement des personnes âgées et il faut le dénouer en y investissant plus de moyens et plus de réflexion.

***Que faire pour réinsérer dans la République les zones périphériques qui sont en déshérence ? (ghettos des banlieues, zones périphériques dans la ruralité).**

Il faut savoir pour commencer que les problèmes ne sont pas forcément les mêmes si l'on réfléchit sur le milieu rural, ou sur les banlieues. Il est important de ne pas considérer que tous ces lieux présentent les mêmes difficultés et seraient de ce fait homogènes. Il y a des endroits où il y a des problèmes de développement seulement, d'autres où de la criminalité peut s'ajouter, et parfois plus qu'à d'autres endroits où la criminalité peut même remettre en doute le pacte républicain. Pour lutter contre cette criminalité, il faut être capable de sanctionner et que les sanctions soient effectives. Il ne faut pas se l'interdire, au contraire, il faut être ferme. Par ailleurs, il faut qu'une politique sociale et culturelle puisse être menée dans les quartiers, mais que celles et ceux qui y vivent puissent se l'approprier. Il y a également le problème de l'égalité des chances. Que tous les enfants des banlieues, par exemple, puissent avoir les mêmes chances que les autres enfants dans l'accès au système éducatif. Au niveau de la ruralité, c'est plutôt les problèmes de la "mobilité de demain", ainsi que la présence des services

publics et des commerces indispensables qui posent des difficultés. Pour essayer de lutter contre toutes ces dérives, il y a une bagarre permanente à mener.

***A votre avis, quelles sont les raisons de l'abstention ?**

L'abstention provient du fait que nos sociétés sont de plus en plus individualistes. L'idée de collectif a du mal à se maintenir. L'individualisme et le consumérisme sont de plus en plus présents. Les politiques ont aussi leur part de responsabilité. Lorsqu'un homme politique annonce qu'il fera quelque chose, il doit le faire effectivement, et malheureusement ce n'est pas toujours le cas, ce qui conduit au désenchantement des citoyens. Il ne faut pas raconter d'histoires aux gens. La France peut supporter la vérité. C'est une forme d'éthique de la responsabilité. Ainsi on pourrait réenchanter le politique.

***A vos yeux, la politique ne devrait-elle pas être pratiquée aussi par des personnes ayant une formation en sciences humaines, et pas seulement par ceux qui en ont une en économie ou en droit ?**

Les sciences humaines ont leur place en politique, il faudrait même que tout le monde puisse en faire. La diversité des parcours et formations devrait être une priorité en politique, et au sein même de l'Assemblée Nationale. Il faudrait aussi des personnes qui n'ont pas fait de hautes études. Car il ne faut pas confondre intelligence avec bon sens. Il peut y avoir des gens très intelligents qui n'ont pas pu faire d'études et qui sont sensibles et capables de comprendre certaines réalités, et ceux-là devraient aussi pouvoir avoir leur place en politique s'ils en possèdent les capacités. La politique doit respirer, et cela par le biais de la diversité qui n'est pas encore suffisante.

***Auriez-vous des conseils à donner si l'on veut s'engager en politique ?**

Je vous expose quelques points de vue très personnels, que tout le monde ne partage pas. La politique, c'est très sérieux, donc il faut la faire de manière professionnelle. Mais il faut faire attention à ne pas avoir que des professionnels de métier. Ce que je veux dire par là, c'est que personnellement, moi, quand j'étais étudiant, je me disais « tiens, peut-être, pourquoi pas un jour m'engager en politique ? ». J'avais conscience de cette aspiration, mais je voulais avoir un vrai métier. Quand je dis un vrai métier, je ne voulais en aucun cas me retrouver dépendant du monde politique. Parce que le problème c'est que si vous n'avez fait que de la politique, vous ne pouvez faire que cela. Et si vous ne pouvez faire que cela, si un jour vous n'êtes pas réélu, qu'est-ce qui se passe ? Voilà le premier problème. Le deuxième, c'est que si vous êtes trop dans une logique où vous êtes dépendant du système, quelle est votre propre indépendance ? Évidemment, j'appartiens à un groupe parlementaire. Je suis aujourd'hui dans un parti... Le parti est un mal nécessaire, mais en aucun cas il ne doit nous aliéner. Pour moi, c'est un impératif. J'ai toujours gardé ma liberté quoi que dise le parti : si l'on nous dit de voter d'une telle manière et si je pense que je ne dois pas voter ainsi, je vote comme je l'estime juste. Et personne ne m'empêchera de le faire. Je n'ai connu que dix ans dans l'opposition et je pense que j'aurais le même raisonnement en étant dans la majorité, même si ça peut avoir d'autres conséquences.

***Et pour conclure, qu'en est-il de l'avenir de la France ?**

Si la France traverse une période compliquée avec la guerre en Ukraine, les élections et la montée des extrêmes, il faut tout de même rester résolument optimiste. L'Histoire de la France, notre histoire, a montré à plusieurs reprises que le peuple français est capable de faire face à des situations incroyables, d'être imaginatif. C'est pourquoi je garde confiance et je reste positif. L'Europe a un rôle important à jouer et il faut maintenir l'idéal humaniste dont elle est porteuse, coûte que coûte, parce que l'avenir de la France passe forcément par la construction européenne.